

Analyse du partage de l'information entre les administrations — CDPISP

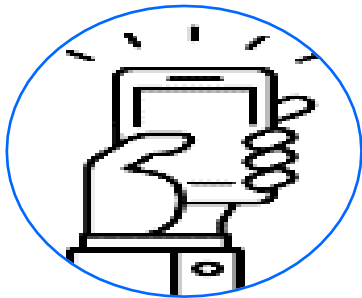
Septembre 2022

Priorités FPTM actuelles

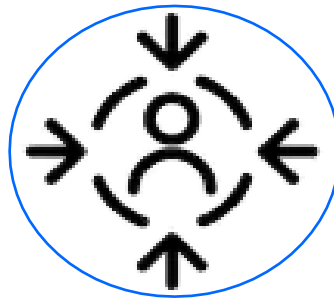
La plupart des priorités en matière de la GI/TI indiquées dans les documents de partage de l'information s'harmonisent avec les priorités du CDPISP et des Conseils mixtes. Lorsqu'on associe ces priorités aux efforts déployés pour faciliter la relance économique en période postpandémique et aux mises à niveau et mises à jour retardées dans le cas du matériel et des logiciels, les organisations FPTM membres du CDPISP tirent parti du travail de base effectué pour atteindre les objectifs en matière de GI/TI.

Voici les principaux domaines liés à la TI et à la GI sur lesquels misent les administrations :

Identité numérique



Services axés sur les citoyens



Recherche et renseignements stratégiques





Priorité à l'identité numérique

Les administrations continuent d'évoluer et d'innover en ce qui concerne leurs objectifs en matière de priorité à l'identité numérique. Il y a une nette progression vers l'optimisation des possibilités d'utilisation des nouvelles technologies, des outils et des méthodologies afin d'appuyer l'utilisation améliorée et élargie de l'identité numérique au sein d'un gouvernement numérique.

Les administrations continuent de favoriser l'écosystème de l'identité et des justificatifs numériques en participant à divers programmes d'élaboration de stratégies consacrés à cette priorité.

Les administrations ont réalisé énormément de progrès en vue de la création de divers services adaptés au Web qui simplifient le processus de vérification de l'identité d'une personne et facilitent le processus de demande d'aide sociale. Les administrations incluent des mécanismes de semi-automatisation pour accélérer le traitement et réduire l'intervention manuelle.



Priorité aux services axés sur les citoyens

La connectivité numérique après la phase principale de la pandémie de la COVID-19 est essentielle pour que les citoyens et les entreprises puissent accéder aux services gouvernementaux. De nombreuses administrations misent sur la validation des systèmes et le maintien de la stabilité des infrastructures pour répondre aux demandes de services des citoyens.

Les administrations ont constaté que les technologies utilisées au quotidien ont un coût en termes de ressources environnementales, de consommation d'énergie et de déchets électroniques. Bon nombre d'entre elles s'interrogent sur la mesure dans laquelle les incidences environnementales devraient être pris en compte dans les décisions des organisations et des entreprises dans le domaine de la TI.

Cherchant à améliorer l'efficacité de la prestation de services, à relever les défis actuels et à répondre aux besoins futurs, diverses administrations continuent de mettre en place et d'améliorer des plateformes de gestion de l'information numérique et de données analytiques, qui s'appuient souvent sur l'expérience d'autres administrations à tous les niveaux.



Priorité à la recherche et aux renseignements stratégiques

La cybersécurité demeure un sujet de réflexion pour tous les ordres de gouvernement. Les organisations améliorent leurs pratiques de cybersécurité afin de protéger les systèmes, les réseaux et les programmes. Toutefois, de nombreuses administrations **ont beaucoup de difficulté** à recruter du personnel informatique spécialisé.

Toutes les administrations sont en train d'améliorer leurs solutions matérielles et logicielles, ainsi que leurs stratégies en matière de cybersécurité, dans le cadre de leurs efforts de transformation numérique, afin de suivre le rythme des nouvelles technologies, de renforcer la protection de la vie privée et d'améliorer les services aux citoyens.

Les administrations déploient des efforts en vue de la modernisation de leur matériel et de leurs logiciels informatiques, et de leur transformation numérique pour mettre à niveau les applications et les systèmes qui approchent de leur cycle de fin de vie. Les solutions basées sur le cloud sont de plus en plus encouragées, et la formation du personnel est nécessaire pour maintenir la continuité des connaissances.

Enjeux et besoins

Collaboration interjuridictionnelle

Le modèle de partage de l'information offre aux juridictions la possibilité de documenter les problèmes ou les besoins en matière de prestation de services ou tout besoin actuel.

Ce partage permet une collaboration interjuridictionnelle au sein du CDPISP afin d'appuyer la résolution de problèmes et l'apprentissage afin de relever les défis et de faire avancer les priorités (c.-à-d. l'échange des pratiques exemplaires, des leçons apprises, des résultats de projets-pilotes, etc.)

Domaines spécifiques

À l'automne 2022, les organisations FPTM ont identifié des domaines spécifiques où une collaboration interjuridictionnelle serait bénéfique. Les principaux domaines invoqués ont été regroupés en fonction des thèmes suivants :

Six principaux domaines

1

Lieu de travail
hybride

2

Cadres de
gestion de
l'information
et des données

3

Défis en
matière de
personnel et
de capacité
numérique

4

Actualisation
des logiciels et
du matériel

5

Cybersécurité

6

Expérience
numérique
améliorée IDEA
(Inclusion,
Diversité,
Équité,
Accessibilité.)

Lieu de travail hybride

Les administrations aimeraient savoir si l'adoption d'un **modèle de travail hybride** a une incidence sur les stratégies à long terme des autres administrations dans des domaines clés : conception de réseaux, infrastructure, adoption de l'informatique en nuage, adoption/migration de technologies mobiles, services d'intelligence artificielle, analyse de données, etc.

Les administrations aimeraient connaître les **plans à long terme des autres administrations en ce qui concerne un modèle de travail hybride numérique.**

Cadres de gestion de l'information et des données

Les administrations aimeraient avoir de plus amples détails au sujet des cadres de gestion de l'information et des données qui permettent une gouvernance pangouvernementale.

Quel que soit leur niveau, les administrations continuent de **valoriser les** systèmes et processus de **mesure du rendement**.

Défis en matière de personnel et de capacité numérique

De nombreuses administrations aimeraient savoir comment les autres administrations gèrent les **problèmes en matière de capacité des ressources** (en raison de la pandémie de la COVID-19, de la pénurie de compétences, etc.). Elles aimeraient également savoir s'il y a lieu d'adopter une approche interne ou externe pour pallier ces difficultés. Les stratégies visant à remédier à la cybersécurité et à la pénurie de talents numériques présentent un intérêt particulier.

Actualisation des logiciels et du matériel

Les administrations restent très préoccupées par la gestion durable de leur dette technologique et par la mise en place d'une structure de changement appropriée en ce qui concerne les systèmes existants qui sont à la fin de leur cycle de soutien.

Quelles sont les meilleures approches de communication au niveau du conseil/des administrateurs généraux relativement à une série de **mesures et de demandes informatiques clés**? Quelles solutions sont utilisées pour améliorer le mode de financement des services numériques et des produits informatiques afin de maintenir leur efficacité à long terme?

Cybersécurité

De nombreux gouvernements ont créé leurs propres divisions de cybersécurité afin d'appuyer la protection de leurs actifs informationnels et technologiques.

Les administrations aimeraient en apprendre davantage sur les pratiques exemplaires pour collaborer avec les intervenants appropriés afin de renforcer la **posture globale de sécurité interne** et de maintenir des niveaux actualisés de services de protection des données.

Expérience numérique améliorée (IDEA)

Des efforts constants sont déployés pour améliorer considérablement l'expérience client des citoyens en matière de services numériques directs.

Les administrations aimeraient connaître les pratiques exemplaires d'IDEA (Inclusion, Diversité, Équité, Accessibilité) pour fournir des **services numériques et de données avancés, de manière inclusive et au rythme souhaité**, à la fois directement à leurs citoyens respectifs pour améliorer l'interaction de ces derniers avec le gouvernement, et en partenariat avec d'autres acteurs gouvernementaux pour permettre une exécution rapide de leurs mandats.

En vedette : Réalisations des administrations

À l'automne 2022, les organisations FPTM ont présenté les initiatives et les livrables actuels et en cours dans leurs administrations au CDPISP. Les éléments ci-après sont des exemples de réalisations dignes de mention.

Veuillez consulter les notes sous chaque diapositive pour obtenir la liste complète des réalisations partagées par les administrations.

Fédéral

- Gouvernement du Canada

1) Orientation stratégique

Élaboration d'un plan triennal pour le gouvernement du Canada, qui établit l'orientation stratégique de la gestion intégrée des services, de l'information, des données, de la technologie de l'information et de la cybersécurité. Le plan vise à permettre la prestation de services gouvernementaux à l'ère numérique pour tous les Canadiens, ce qui sera fait en fournissant des outils modernisés et accessibles afin d'appuyer la prestation de services. En août 2022, le gouvernement du Canada a publié son plan « Ambition numérique Canada ».

2) Gestion de l'information et des données

Publication d'une nouvelle norme sur les systèmes de gestion de l'information et des données. Cette norme appuie et modernise la capacité du gouvernement du Canada de gérer tous ses actifs en matière d'information et de données.

3) Normes relatives au numérique du GC

Introduction d'amendements à la Directive sur les services et le numérique afin de rendre obligatoire l'examen des services par rapport aux normes relatives au numérique du GC, dont trois nouvelles normes pangouvernementales en matière d'informatique pour améliorer les services informatiques gouvernementaux en fournissant de meilleurs services, en améliorant l'efficacité, en réduisant les coûts et en renforçant la cybersécurité.

4) Validation de l'identité

Publication de lignes directrices sur la validation de l'identité à l'intention des institutions du gouvernement du Canada.

Provinces et territoires

- Alberta
- Colombie-Britannique
- Nouveau Brunswick
- Terre-Neuve-et-Labrador
- Nouvelle-Écosse
- Nunavut
- Territoires du Nord-Ouest
- Ontario
- Yukon
- Saskatchewan

1) Adoption de Microsoft 365

Service Alberta, au sein du gouvernement de l'Alberta, poursuit son programme triennal visant à offrir les produits Microsoft 365 (M365) à l'ensemble du personnel du gouvernement de l'Alberta, et la date cible pour l'achèvement du programme est le mois de septembre 2023.

2) Programme Cloud Enablement

Ce programme triennal vise l'acquisition, la passation de contrats et l'établissement d'une présence du gouvernement de l'Alberta dans le cas des trois principaux fournisseurs de l'infrastructure HyperScale.

3) Mise en œuvre de la plateforme BERNIE

Service Alberta a mis en œuvre le système BERNIE. BERNIE (un nom, pas un acronyme) est un groupe de capacités partagées conçues en fonction de l'utilisateur et du gouvernement, qui offre une plateforme numérique pour les capacités commerciales afin de fournir des services plus efficaces, plus rapidement et à moindre coût.

4) Large bande

Service Alberta a publié sa stratégie en matière de large bande, qui définit la manière dont la province compte réaliser la connectivité universelle, en fournissant Internet à haut débit à chaque ménage et chaque entreprise de l'Alberta d'ici la fin de l'exercice financier de 2026-2027.

1) Législation sur les données contre le racisme

Mise à jour du premier trimestre : Le 2 mai 2022, le [gouvernement a présenté une loi sur les données contre le racisme](#), une nouvelle loi visant à éliminer les obstacles à l'accès aux programmes, à identifier le racisme systémique dans les programmes et services et l'incidence que ces obstacles peuvent avoir sur les personnes racialisées, ainsi qu'à améliorer les programmes et services afin qu'un plus grand nombre de personnes puissent avoir accès aux ressources dont elles ont besoin.

2) Permettre le libre-service aux équipes de conception d'applications

Comme il était indiqué dans la dernière mise à jour, la C.-B. a commencé à mettre en œuvre la technologie de réseau définie par logiciel (SDN) pour fournir une administration en libre-service à nos clients.

3) Adoption de logiciel en tant que service

La Colombie-Britannique cherche des moyens d'améliorer l'expérience de l'adoption d'applications de logiciels en tant que service qui aident les secteurs de programme du gouvernement à collaborer, à améliorer l'efficacité et à fournir des services aux citoyens.

4) Sécurité de l'information

Réussite d'une vaste campagne d'hameçonnage menée dans l'ensemble du gouvernement pour tester l'efficacité du programme de sensibilisation à la sécurité et fournir une occasion sûre d'adopter le bon comportement, à savoir ignorer, supprimer ou signaler les messages suspects.

NOUVEAU-BRUNSWICK



1) Identification numérique

Plus de 43 % de la population du Nouveau-Brunswick est inscrite sur la plateforme provinciale d'identification numérique *MaSantéNB*, une initiative réalisée en collaboration avec Service Nouveau-Brunswick, le Bureau de la dirigeante principale de l'information et le ministère de la Santé, et qui permet aux citoyens d'accéder en ligne aux résultats de leurs tests de dépistage de la COVID-19.

2) Cybersécurité

La cyberformation Beauceron offerte à tous les employés du gouvernement central et à une grande partie des employés du secteur de la santé est maintenant terminée. Mise en œuvre d'un cyber exercice sur table pour améliorer la réponse du Centre des opérations de sécurité (COS) aux incidents.

3) Archives provinciales et gestion de l'information

Mise en place d'un logiciel pour automatiser la gestion et la découverte des documents électroniques. Publication d'une directive sur la gestion de l'information dans Microsoft Teams pour assurer la préservation des documents.

4) Équipe de transformation numérique (ETN)

L'ETN continue d'améliorer la prestation de services du gouvernement du Nouveau-Brunswick en collaborant avec les ministères pour offrir davantage de services en ligne aux résidents du Nouveau-Brunswick. Plusieurs projets ont été identifiés pour les six à neuf prochains mois.

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR



1) Programme de gouvernement numérique

La mise en œuvre de la plateforme *VIVVO CitizenOne* a pris fin en mars 2022. Cette plateforme permettra une approche technologique plus standard et une transition plus facile vers l'identité numérique et l'authentification à trois facteurs dans le cas de services spécifiques.

2) Immigration, croissance démographique et compétences.

Lancement d'un nouveau formulaire d'inscription pour aider les employeurs à répondre à leurs besoins en matière de main-d'œuvre grâce à des aides à l'immigration qui permettront de jumeler les employeurs ayant de la difficulté à pourvoir des postes vacants à temps plein, toute l'année, avec les nouveaux arrivants qui cherchent du travail.

3) Registre des gaz à effet de serre (phase 2)

Le registre des gaz à effet de serre a été mis au point pour permettre au ministère de l'Environnement et des Changements climatiques d'utiliser une méthode efficace et sécuritaire pour surveiller les crédits de réduction des GES (c.-à-d. les crédits de rendement et les crédits du Fonds de réduction des GES) obtenus ou achetés par les installations réglementées et, grâce à la soumission des crédits, pour assurer la conformité aux objectifs en matière de réduction des GES.

4) Radiographie numérique mobile — Santé animale

Un nouveau système de radiographie numérique a été mis en place pour la santé animale, ce qui permet de rester à la pointe de la technologie en matière de radiographie diagnostique et d'améliorer la prestation des services vétérinaires.

1) Plateforme d'identité numérique

Déploiement de la première plateforme d'identité numérique LOA 2 (authentification à deux facteurs) dans un l'environnement de mise à l'essai, en prévision de la mise en service du projet du ministère de la Santé et du Bien-être visant à permettre aux citoyens de la Nouvelle-Écosse d'accéder à leurs dossiers de vaccination.

2) Service de formulaires simples

Lancement réussi d'une version bêta du **Service de formulaires simplifiés** (SFS) pour remplacer un service existant en fin de cycle. Le SFS offre un moyen peu coûteux de permettre aux programmes et services gouvernementaux de recueillir numériquement les données nécessaires pour offrir leur programme par l'entremise de formulaires Web simples et réutilisables.

3) Révision des services judiciaires

Réalisation d'une **révision des services judiciaires** afin de déceler et de régler les problèmes de niveau de service. Cette révision a duré quatre mois et elle comportait une analyse des données et un engagement importants afin de contribuer à l'amélioration des processus, de guider le client sur la façon d'utiliser efficacement avec l'informatique et d'établir un partenariat solide pour l'avenir.

4) Signalisation numérique

Nous avons réussi la migration de notre **signalisation numérique**, d'une solution sur place à une solution hébergée dans le nuage. Cette solution est utilisée pour afficher des données sur la sécurité, des messages urgents ou d'autres contenus pertinents dans certains bureaux du gouvernement — Access NS Centre, Justice, Art Gallery et Tourisme — ainsi que dans des établissements de santé.

TERRITOIRES DU NORD-OUEST



1) Portail de services électroniques des T.N.-O.

Le 25 novembre 2021, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest lançait son portail de services électroniques. Ce nouveau portail regroupe les portails existants pour les conducteurs et les véhicules automobiles, l'aide financière aux étudiants et l'apprentissage et les métiers, tout en réorganisant le service d'approvisionnement en permis de pêche et en mettant en ligne les demandes de carte de santé pour la première fois dans les T.N.-O.

2) Cadre des données ouvertes

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest a terminé avec succès le travail sur son cadre de données ouvertes et travaille actuellement au lancement d'un portail de gouvernement ouvert durant l'été 2022.

3) Enquêtes sur la satisfaction des utilisateurs finaux

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest a mené son premier sondage sur la satisfaction des utilisateurs finaux à l'échelle du gouvernement auprès des cadres supérieurs et des dirigeants de l'ensemble du gouvernement. Les résultats de ce sondage sont en cours d'analyse et seront utilisés pour la planification stratégique et les améliorations continues. Le sondage mettait l'accent sur les améliorations pouvant être apportées dans dix domaines du secteur de l'information et des technologies. Le prochain sondage aura lieu d'ici 18 à 24 mois.

NUNAVUT



- 1) Ajout de l’Inuinnaqtun sur l’outil Microsoft Translator.
- 2) Formation du personnel du gouvernement du Nunavut en ce qui concerne les applications Office 365 basées sur le nuage.
- 3) Amélioration des systèmes de sécurité du contenu et des bords pour l’ensemble du gouvernement du Nunavut.
- 4) Mise en œuvre de l’authentification multifactorielle (MFA) obligatoire (YubiKey et Microsoft Authenticator) pour tous les utilisateurs du gouvernement du Nunavut.
- 5) Intégration de la nouvelle solution *ITSM ServiceNow* et du portail libre-service IM/IT pour mieux servir les utilisateurs du gouvernement du Nunavut.
- 6) Lancement d’un programme de sensibilisation à la cybersécurité pour les utilisateurs du gouvernement du Nunavut.

1) Programme de modernisation de la large bande (PMLB)

Le programme a pris fin le 31 mars 2022, comme prévu. L'objectif de ce programme, qui s'étendait sur plusieurs années, était le suivant : faire en sorte que chaque élève de la maternelle à la 12^e année fréquentant une école du réseau public ait accès à des services Internet fiables, rapides et sécurisés à l'école, peu importe où il réside dans la province, afin de mieux appuyer l'apprentissage moderne et numérique en classe.

2) Soutien de la cybersécurité dans le contexte de la COVID-19

L'urgence de la réponse de l'Ontario à la COVID-19 signifiait que les solutions technologiques accélérées devaient faire l'objet d'une orientation et d'une évaluation urgentes en matière de sécurité, de conseils en matière de conception sécurisée et de tests de dépistage.

3) Centre d'excellence en matière de cybersécurité pour le secteur public élargi

Dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement pour relever les défis de cybersécurité auxquels sont confrontés les organismes du secteur public, l'Ontario a créé, en 2019, un Centre d'excellence en cybersécurité (CE) pour le secteur public élargi.

4) Gestion proactive des cyber risques et amélioration des pratiques de surveillance et de renseignement sur les menaces

La Division de la cybersécurité a acquis et déployé un nouvel outil amélioré de la plateforme de protection des points d'extrémité, doté d'une technologie de détection et de réponse aux points d'extrémité.

1) Téléphonie IP (VOIP)

Lancement de la mise en œuvre du passage à Teams pour la téléphonie.

2) MS365

Lancement des premiers éléments de la stratégie de l'informatique en nuage, notamment les produits et les équipes de bureau et l'utilisation d'Azure IaaS.

3) Authentification multifactorielle (MFA)

Mise en œuvre accélérée du portail Azure MFA; authentification à deux facteurs pour l'accès à distance des employés.

4) ATIPP

Adoption de règlements pour le programme *MyYukon* afin d'offrir un compte unique et l'identité du Yukon; lancement de la phase initiale du SSO pour les comptes non vérifiés en septembre.

1) Modernisation de la sécurité de la TI

Notre programme de cybersécurité continue d’être mis en œuvre afin de veiller à ce que le modèle de sécurité de la technologie de l’information (TI) du gouvernement soit modernisé, pleinement pris en charge et habilité afin de sécuriser les actifs de la TI et de la gestion de l’information (GI) du gouvernement, incluant les joyaux de la Couronne.

2) Approche gouvernementale unique

Le gouvernement de la Saskatchewan, par l’intermédiaire d’un programme de renouvellement de l’information et de la technologie, a effectué une refonte des processus et des structures pour régir les investissements stratégiques et opérationnels en matière d’information et de technologie dans la province. Dans le but d’établir un ordre de priorité pour l’ensemble des investissements opérationnels et stratégiques pour assurer l’harmonisation avec une approche gouvernementale unique afin de gérer l’étalement et le recoupement de la technologie, l’approche des services axés sur les citoyens permet de veiller à ce que les services publics satisfassent aux besoins de nos citoyens.

3) Mobilisation de l’industrie de la TI

Le gouvernement de la Saskatchewan prend des dispositions afin d’élaborer une stratégie organisationnelle en matière d’information et de technologie en lançant une demande de propositions adressée à l’industrie de la TI pour obtenir des services de consultation, y compris : l’élaboration d’un modèle de durabilité, des services pour élaborer la stratégie et assurer l’entretien.

Municipalités

- ASIM

ASSOCIATION DES SYSTÈMES D'INFORMATION MUNICIPAUX (ASIM)



1) MISA/ASIM Canada

Fin de la collaboration avec des homologues internationaux de LOLA (Linked Organization of Local Authorities) au sein de trois groupes de travail : la transition du travail (à distance/au bureau/hybride); l'identité et l'accès; les données ouvertes/la gestion.

2) ASIM Canada et ASIM Ontario ont envoyé une lettre au sous-ministre Simon Kennedy pour lui faire part de leurs commentaires sur l'orientation donnée par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) pour créer un cadre réglementaire plus efficace, améliorer les droits des consommateurs et faire progresser l'accès universel.

3) En avril 2022, le Centre canadien pour la cybersécurité, la Sécurité publique et ASIM Ontario ont collaboré pour lancer un projet-pilote municipal visant à effectuer des évaluations complémentaires de la cybersécurité. Nous nous sommes adressés spécifiquement à nos membres municipaux de petite et moyenne taille, qui sont généralement confrontés à des problèmes de ressources et de financement, dans l'intention de les renseigner sur leurs risques en matière de cybersécurité.

Contexte

- Le partage de l'information par le Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) permet aux administrations membres (gouvernement fédéral, provinces, territoires et municipalités) d'échanger des renseignements clés sur les réalisations, les priorités, les problèmes et les besoins organisationnels, ainsi que les sujets d'intérêt.
- Le partage de l'information permet de stimuler le réseautage, l'innovation et la croissance à l'échelle nationale entre les administrations membres, c'est-à-dire :
 - Donner l'occasion aux administrations de présenter leurs travaux actuels et en cours.
 - Consigner les leçons apprises susceptibles de présenter un intérêt.
 - Promouvoir la transparence au sein des différents ordres de gouvernement.
- Le Secrétariat du CIEC coordonne le partage de l'information entre les administrations au sein du Conseil du CDPISP :
 - Avant chaque réunion en personne du Conseil du CDPISP, les administrations membres reçoivent un modèle de partage de l'information.
 - Les administrations doivent remplir ce modèle et le retourner au Secrétariat du CIEC.
 - Le Secrétariat du CIEC conserve cette documentation à un endroit central et sécurisé (la page Web des membres de Citoyens en tête) afin de permettre aux membres d'y accéder facilement. **Remarque** : Les données recueillies ne peuvent être partagées sans l'approbation des administrations membres.
- En prévision des réunions de l'automne 2022 du Conseil du CDPISP, les administrations FPTM ont soumis un total de **11** documents de partage de l'information. Quelques administrations n'ont soumis aucun rapport.

Merci

Pour obtenir de plus amples renseignements concernant le partage de l'information par le CDPISP et pour toute autre question, n'hésitez pas à communiquer avec :

Pavel Chernousov

Analyste en recherche, Conseils mixtes.

pavel.chernousov@iccs-isac.org

Maria Luisa Willan

Directrice, Conseils mixtes.

maria.willan@iccs-isac.org